

Le regard des Français sur l'inflation : perceptions et anticipations

Suivi barométrique de l'*Ifop* pour *Banque Robeco*

- Vague 5 -

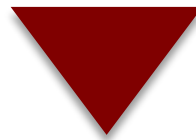
1



Le contexte et la méthodologie

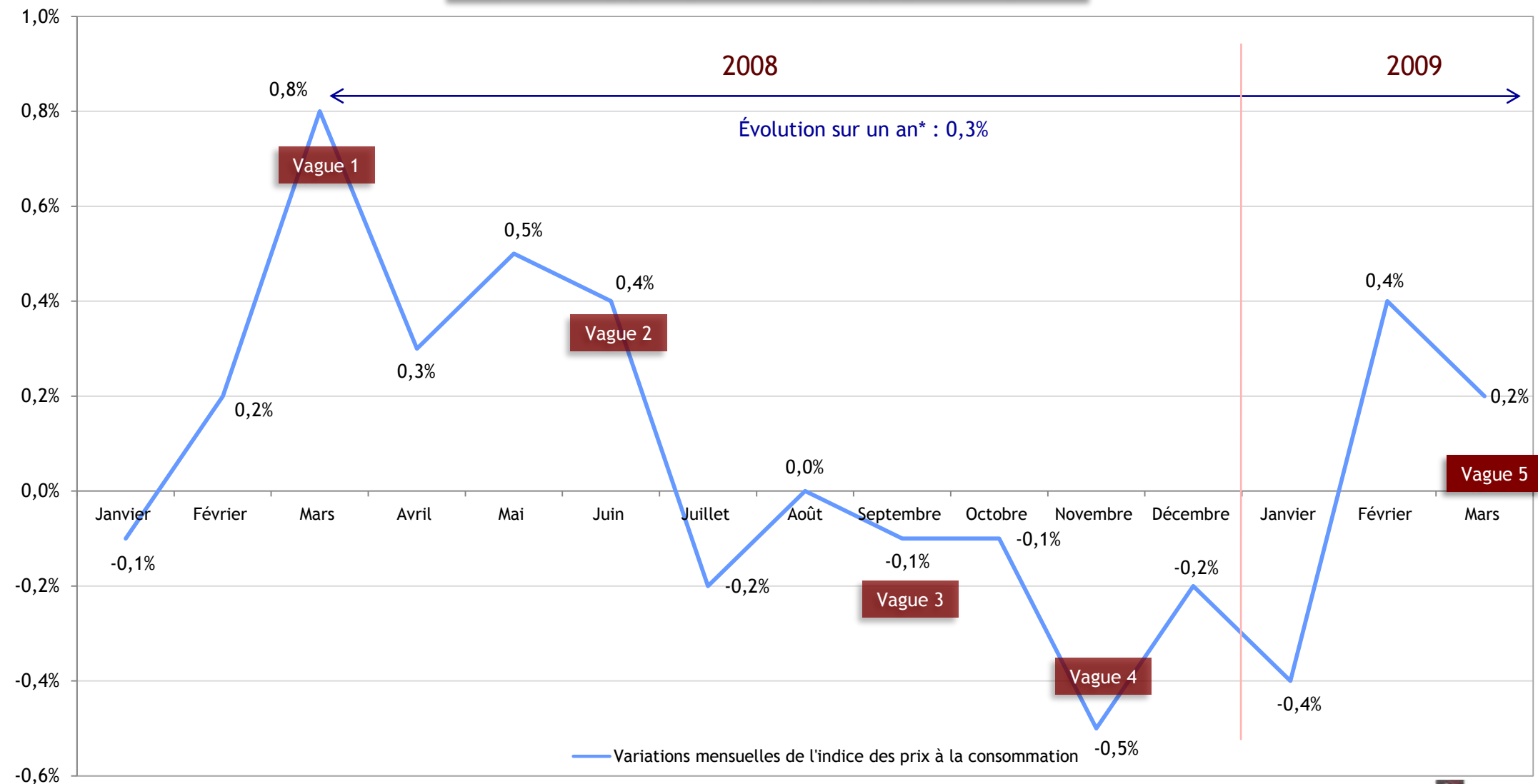
La désinflation s'impose en France

- Le contexte de crise économique et financière se traduit, pour l'économie française, par une **diminution du PIB** au quatrième trimestre 2008 (-1,1%), bien que la consommation des ménages demeure en hausse (+0,3%).
- Les foyers français se trouvent confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat et à une très forte augmentation du chômage (+80 000 chômeurs en février 2009). La grogne sociale gagne du terrain.
- Alors que depuis juillet 2008, la déflation était de mise, le taux d'inflation se révèle positif en février (+0,4%) et en mars (+0,2%). Sur un an (mars 2008-mars 2009), le **taux d'inflation s'avère également positif (+0,3%), bien qu'en nette diminution. La désinflation s'impose donc en France, et plus généralement en Europe.**
- Cette désinflation est notamment portée par une **baisse importante du prix de l'énergie** (pétrole + gaz) depuis quelques mois, après une augmentation très marquée ces dernières années.



- ➔ Quel impact du contexte de désinflation sur les connaissances, représentations et anticipations des Français ?
- ➔ L'intérêt de mettre les résultats de cette dernière vague en perspective avec les résultats précédents, enregistrés dans un contexte d'inflation.

Évolution mensuelle du taux d'inflation en France



(*) Variation des prix mars 2008 - mars 2009

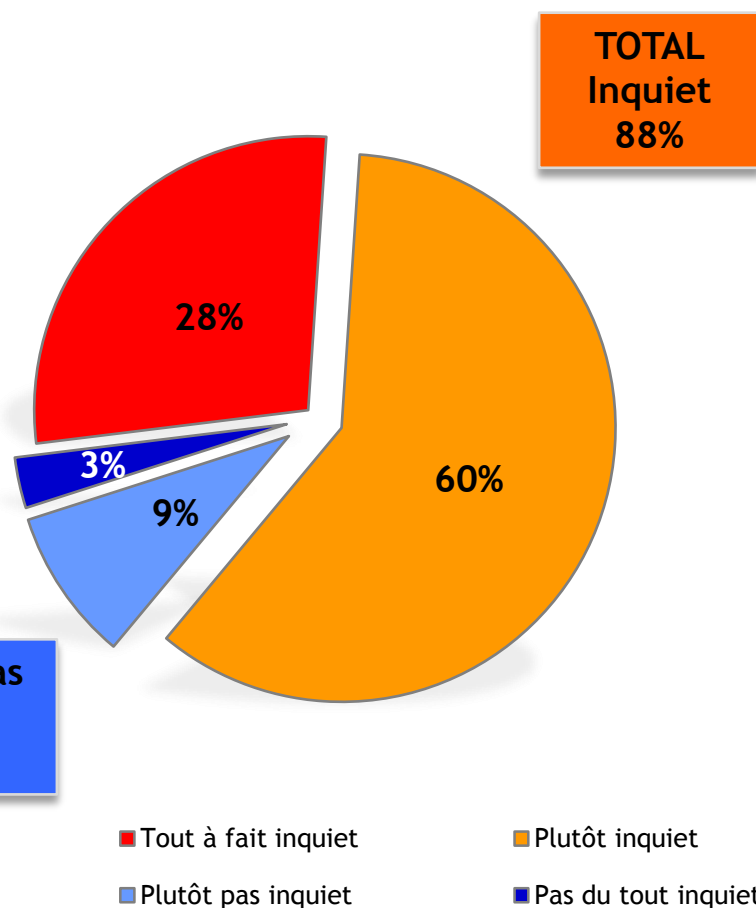
Source :

Étude réalisée pour :	Banque Robeco
Échantillon :	1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil :	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain :	Du 2 au 3 avril 2009.

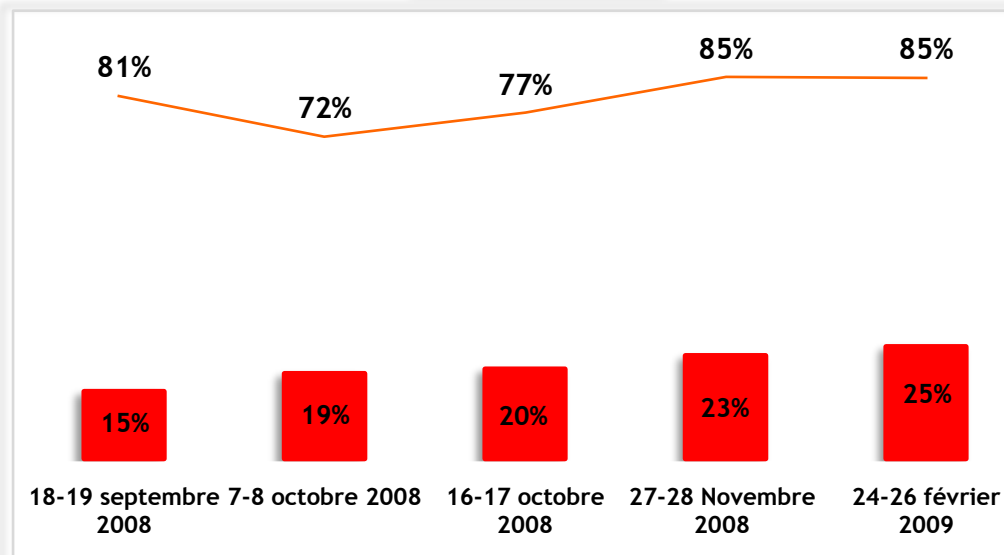
2 | Les résultats de l'étude

Un niveau d'inquiétude face à la crise très majoritaire et dont l'intensité croît

Question : Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française pour les mois qui viennent ?



Rappels Ifop



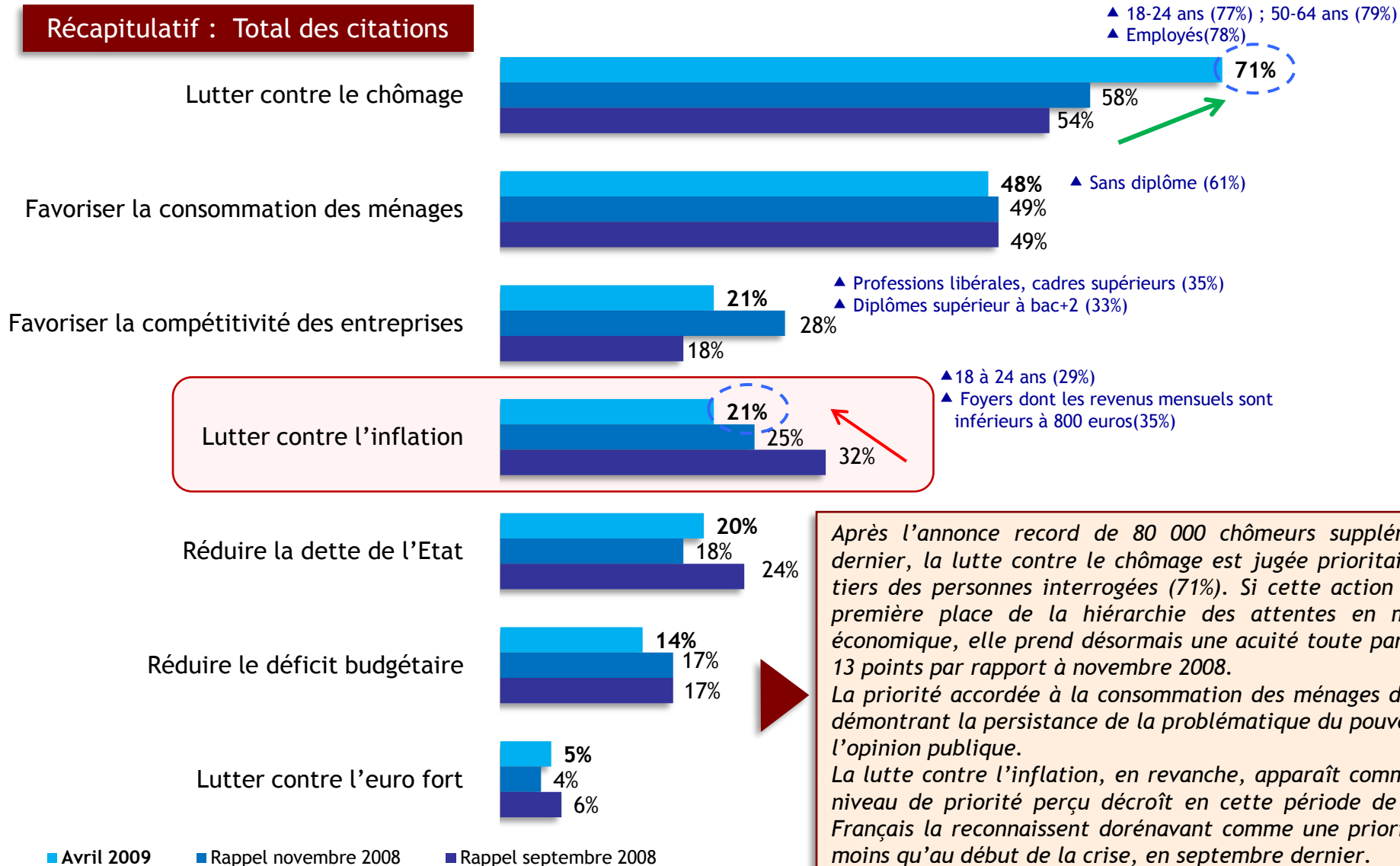
Face à la crise économique et financière, les Français sont quasi-unanimes à exprimer leur inquiétude pour l'économie hexagonale. 88% des personnes interrogées se déclarent inquiètes et 28% « tout à fait inquiètes ».

Le comparatif avec les résultats publiés précédemment par l'Ifop met en lumière une intensification du sentiment d'inquiétude. Si 81% des Français se déclaraient déjà inquiets en septembre 2008, la proportion de personnes se déclarant « tout à fait inquiètes » a très largement augmenté, passant de 15% à 28% en l'espace d'un semestre.

La lutte contre le chômage domine les attentes des Français, reléguant la lutte contre l'inflation au second plan

Question : D'après vous, quelle action prioritaire doivent mener les pouvoirs publics en matière économique ?

Récapitulatif : Total des citations



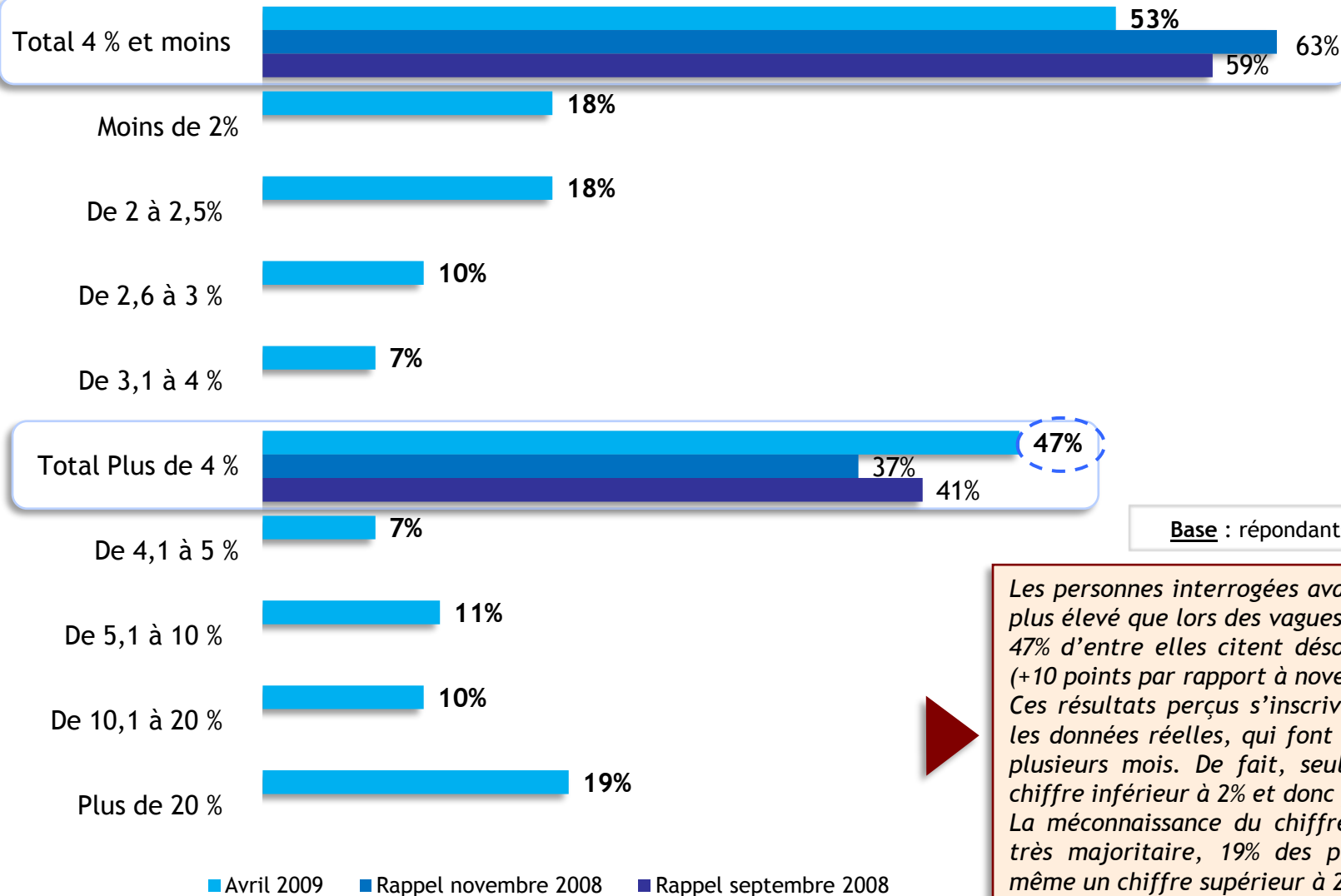
Après l'annonce record de 80 000 chômeurs supplémentaires en février dernier, la lutte contre le chômage est jugée prioritaire par plus des deux tiers des personnes interrogées (71%). Si cette action a toujours occupé la première place de la hiérarchie des attentes en matière de politique économique, elle prend désormais une acuité toute particulière, en gagnant 13 points par rapport à novembre 2008.

La priorité accordée à la consommation des ménages demeure stable (48%), démontrant la persistance de la problématique du pouvoir d'achat au sein de l'opinion publique.

La lutte contre l'inflation, en revanche, apparaît comme une action dont le niveau de priorité perçu décroît en cette période de crise. Seuls 21% des Français la reconnaissent dorénavant comme une priorité, soit 11 points de moins qu'au début de la crise, en septembre dernier.

Une perception du taux d'inflation de nouveau éloignée de la réalité

Question : D'après vous, quel est le chiffre de l'inflation en France, au cours des douze derniers mois ? Question ouverte - Réponses spontanées



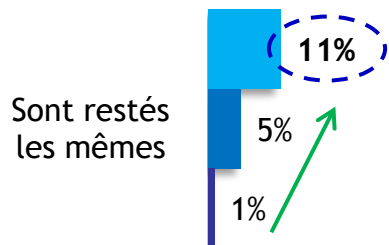
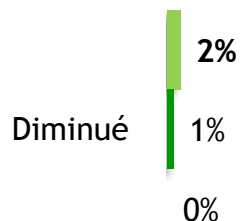
Données INSEE
0,3%*

Base : répondants, soit 89% de l'échantillon.

Les personnes interrogées avancent un chiffre de l'inflation plus élevé que lors des vagues d'enquête précédentes. Ainsi, 47% d'entre elles citent désormais un taux supérieur à 4% (+10 points par rapport à novembre). Ces résultats perçus s'inscrivent en décalage flagrant avec les données réelles, qui font état d'une désinflation depuis plusieurs mois. De fait, seuls 18% des Français citent un chiffre inférieur à 2% et donc proches du taux réel (0,3%). La méconnaissance du chiffre de l'inflation apparaît donc très majoritaire, 19% des personnes interrogées donnant même un chiffre supérieur à 20%.

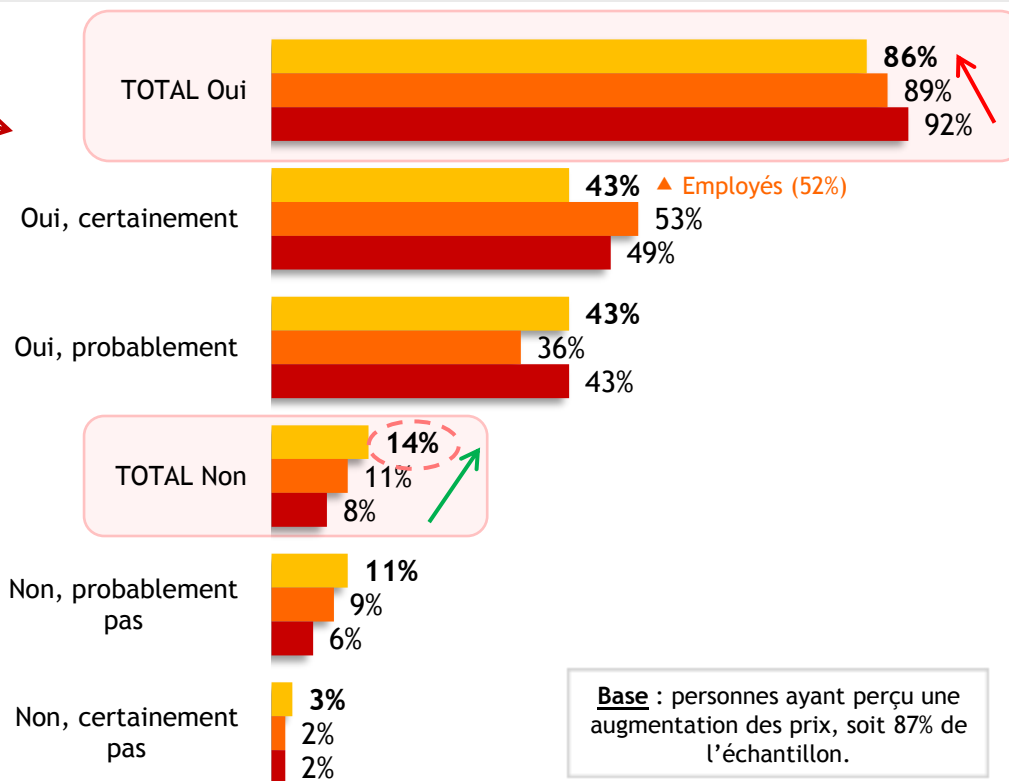
Une augmentation des prix toujours très fortement perçue pour les douze derniers et prochains mois, bien qu'en recul

Question : Depuis un an, à votre avis, les prix ont-ils augmenté en France, diminué ou sont-ils restés les mêmes ?



☐ Avril 2009
☐ Rappel novembre 2008
☐ Rappel septembre 2008

Question : D'après vous, cette augmentation de l'inflation va-t-elle se poursuivre au cours des douze prochains mois ?

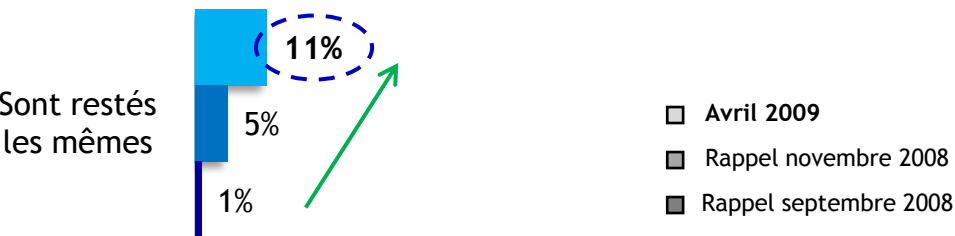
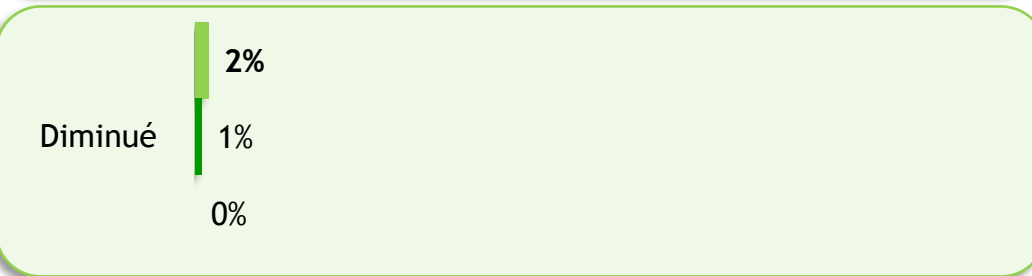


Base : personnes ayant perçu une augmentation des prix, soit 87% de l'échantillon.

La perception d'une augmentation des prix demeure très majoritaire pour les douze derniers mois aussi pour les douze prochains mois (respectivement 87% et 86%). Néanmoins, ce jugement diminue notablement depuis le début de la crise financière. Ainsi, cette dernière vague montre que 11% des Français considèrent que les prix sont restés stables sur les douze derniers mois, alors qu'ils n'étaient que 5% en novembre et 1% en septembre. Un ralentissement dans l'augmentation des prix semble donc bien être perçu par les personnes interrogées.

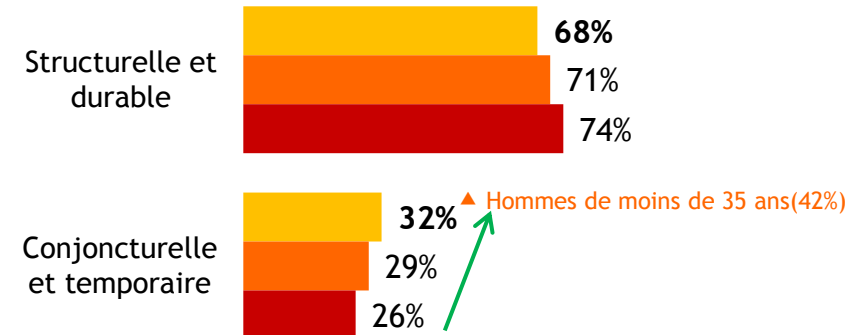
Le sentiment largement partagé de la nature structurelle de l'inflation diminue dans l'opinion

Question : Depuis un an, à votre avis, les prix ont-ils augmenté en France, diminué ou sont-ils restés les mêmes ?



- Avril 2009
- Rappel novembre 2008
- Rappel septembre 2008

Question : Et diriez-vous de cette augmentation des prix qu'elle va être... ?



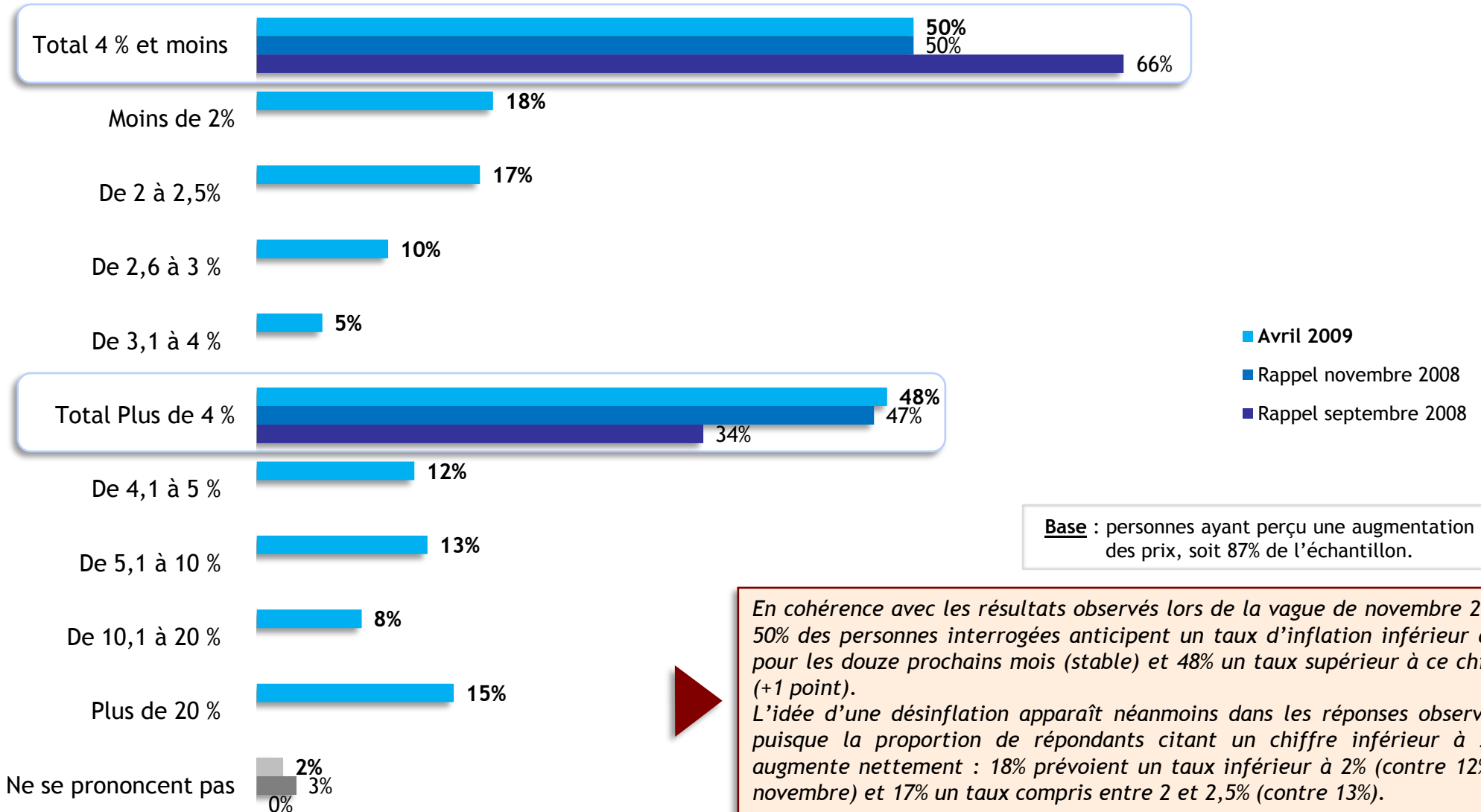
Base : personnes ayant perçu une augmentation des prix, soit 87% de l'échantillon.

Une large majorité des personnes interrogées (68%) considère l'augmentation des prix comme un phénomène structurel. Cette perception apparaît toutefois en constant recul et diminue ainsi de 6 points depuis septembre dernier, au profit d'une vision de l'inflation comme un mécanisme de nature conjoncturelle et temporaire (32%, +6 points par rapport à septembre).

Notons que parmi les personnes ne déclarant aucune inquiétude pour l'économie française face à la crise actuelle, cette dernière vision est plus fréquemment partagée (43% contre 32% en moyenne), l'augmentation des prix apparaissant certainement dans ce cadre comme un effet de la crise devant disparaître avec elle.

L'anticipation d'un rythme de l'inflation supérieur pour les mois à venir

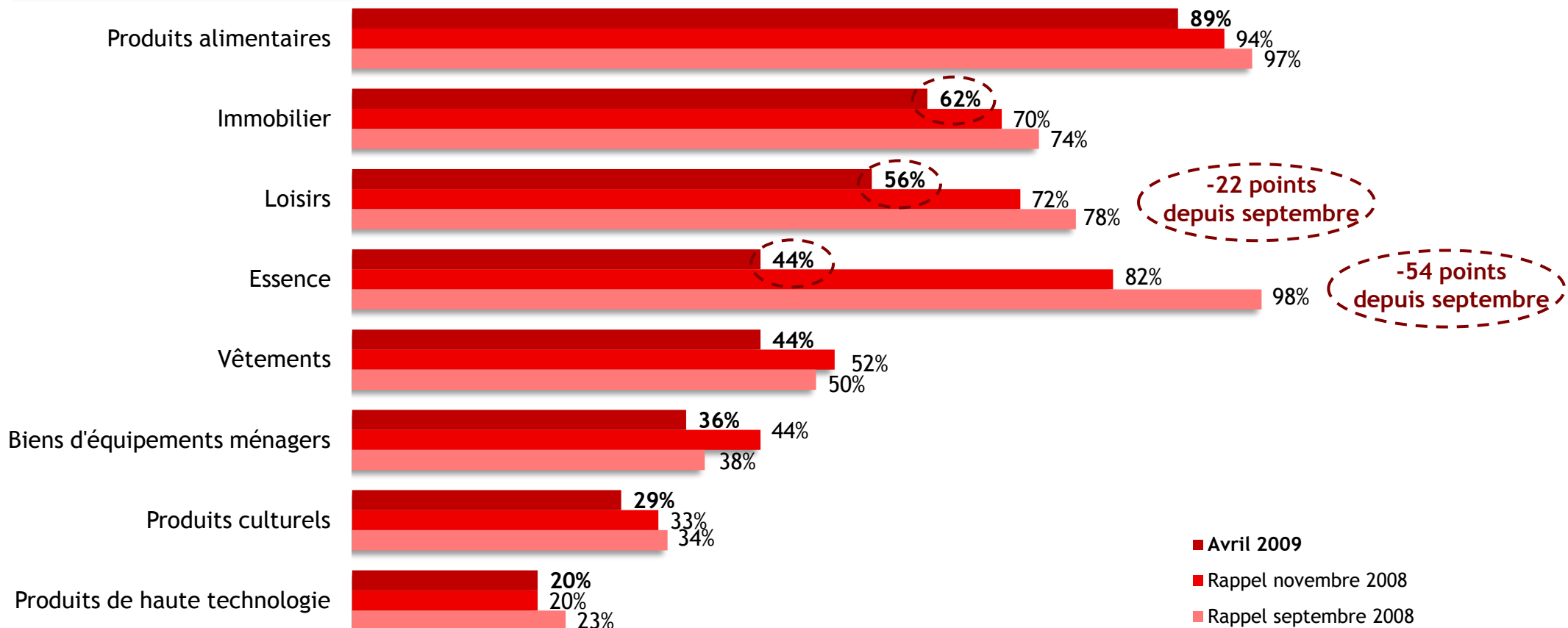
Question : De combien à peu près va-t-elle se poursuivre au cours des douze prochains mois ? Pouvez-vous me donner un pourcentage pouvant aller de 0.1% à 100% ? Question ouverte - Réponses spontanées



L'essence et les loisirs ne sont désormais plus perçus comme des produits fortement inflationnistes

Question : Et depuis un an, à votre avis, le prix de ... a-t-il augmenté en France, diminué ou resté le même ?

Récapitulatif : Augmenté



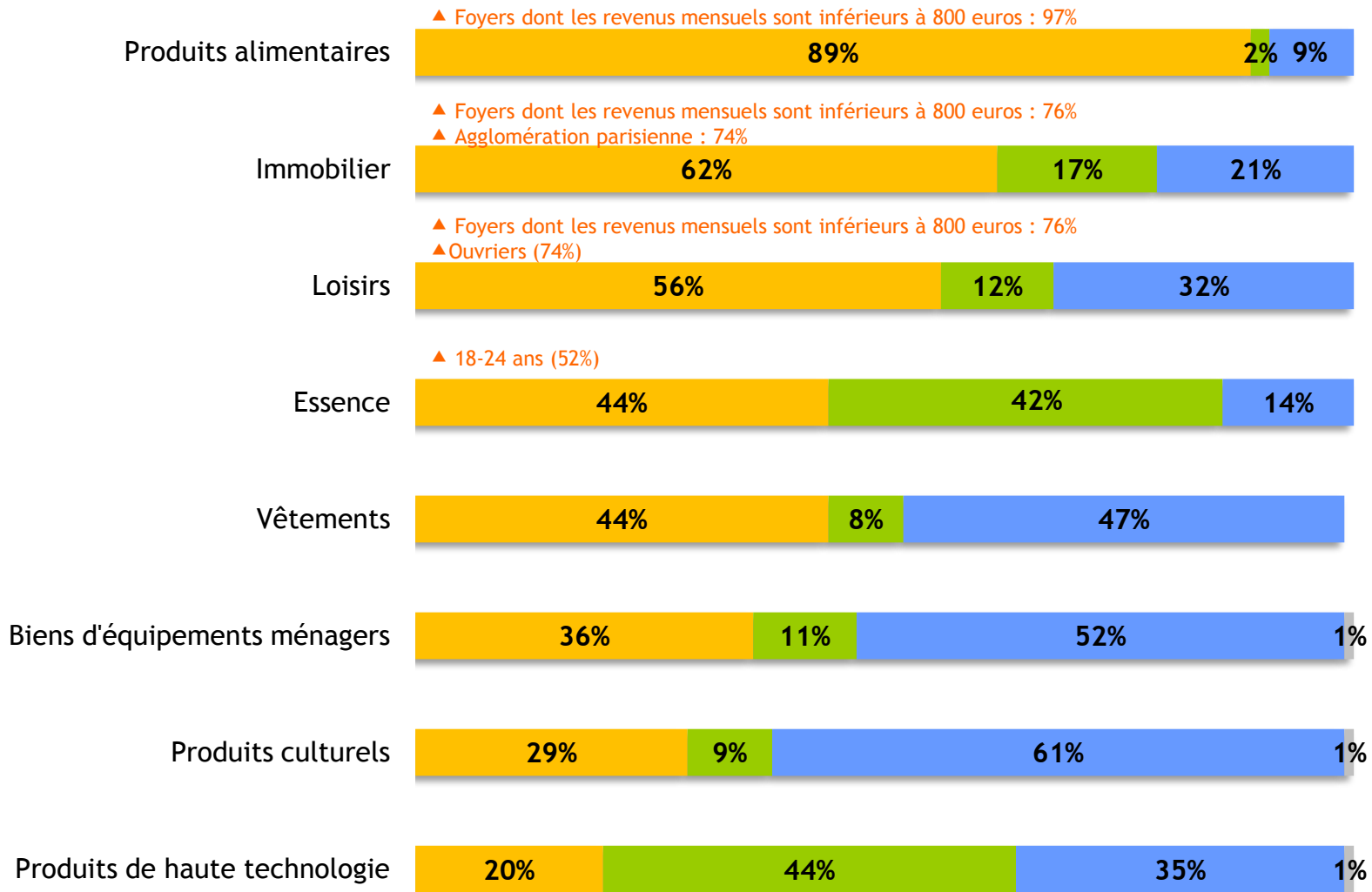
Quelle que soit la catégorie de produits considérée, le sentiment d'une augmentation des prix régresse. Cette diminution est particulièrement nette concernant le prix de l'essence (-54 points depuis septembre), en cohérence avec la baisse importante des prix réels ; mais aussi concernant le prix des loisirs (-22 points) et de l'immobilier (-12 points).

En revanche, la hiérarchie établie lors des vagues précédentes demeure identique, à l'exception notable de l'essence. Ainsi, l'alimentation apparaît toujours comme la catégorie de produits où une augmentation des prix est la plus unanimement ressentie

La perception des Français concernant les variations de prix rejoint les données de l'INSEE

Question : Et depuis un an, à votre avis, le prix de ... a-t-il augmenté en France, diminué ou resté le même?

■ Augmenté ■ Diminué ■ Sont restés les mêmes ■ Ne se prononcent pas



Données *

+1,5 %

Loyers d'habitation
effectifs

+1,8 %

Voyages

+6,1 %

Services
récréatifs

+3,3 %

-21,0 %

+0,9 %

+0,7 %

Livres

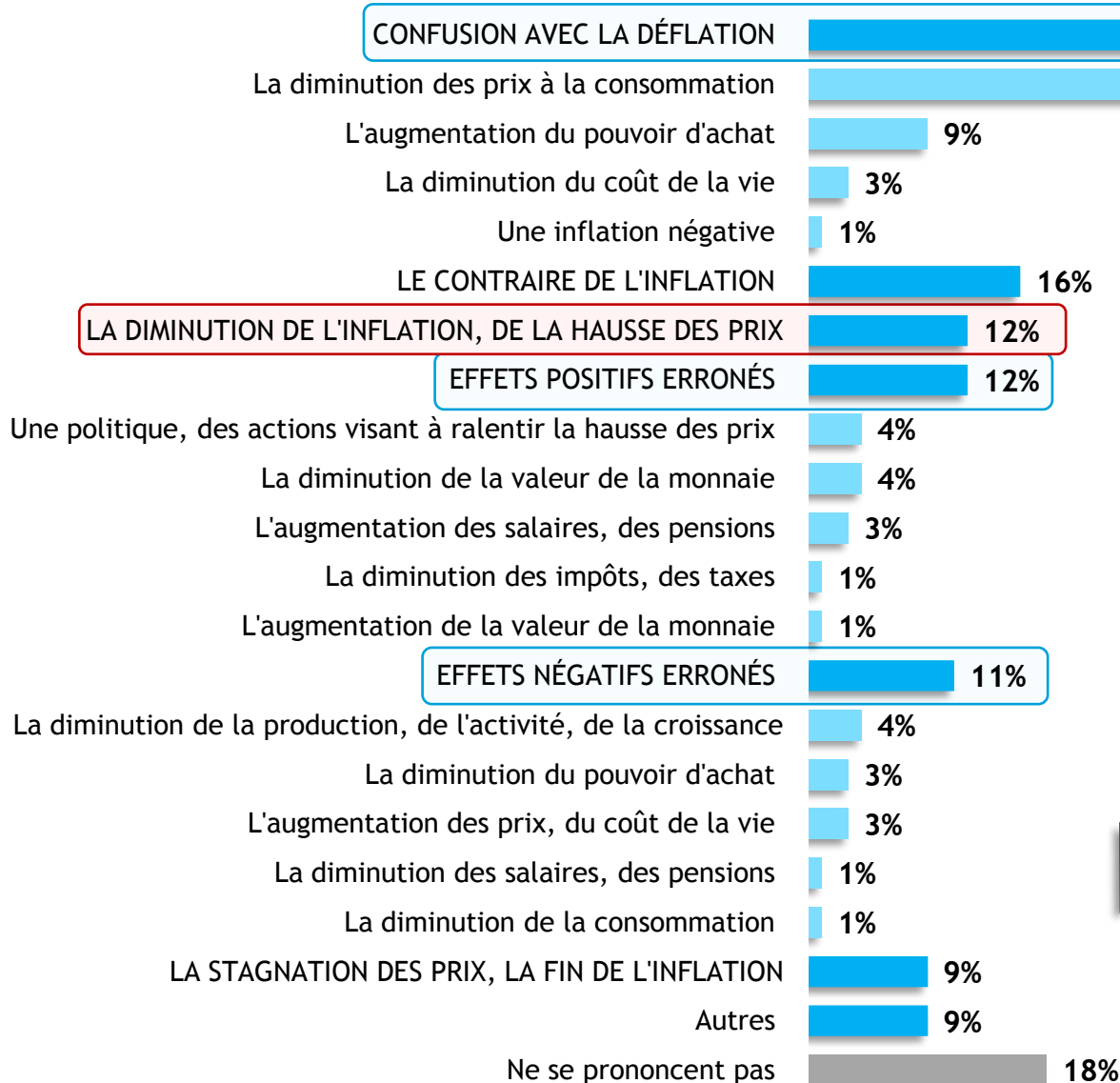
+1,2 %

Services
culturels

+2,3 %

-12,1 %

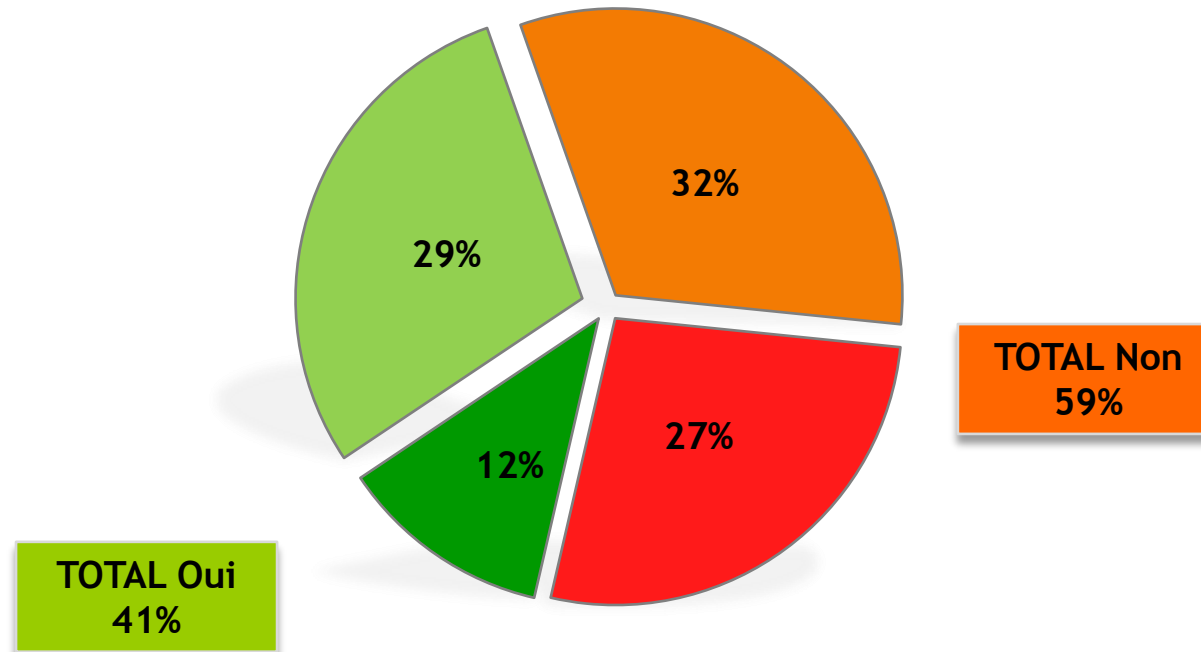
Question : Selon vous, qu'est-ce que la désinflation ? Comment définiriez-vous simplement ce terme ? (Question ouverte, réponses spontanées)



Spontanément, seuls 12% des Français définissent correctement le terme de désinflation. L'erreur la plus courante consiste à confondre désinflation et déflation (45%), plus d'un tiers des personnes interrogées (38%) citant une diminution des prix à la consommation.

Une majorité de Français ne perçoit pas en France une période de désinflation

Question : *La désinflation est une diminution de l'inflation. Les prix augmentent moins vite, mais ne diminuent pas. Diriez-vous que l'économie française connaît actuellement une période de désinflation ?*



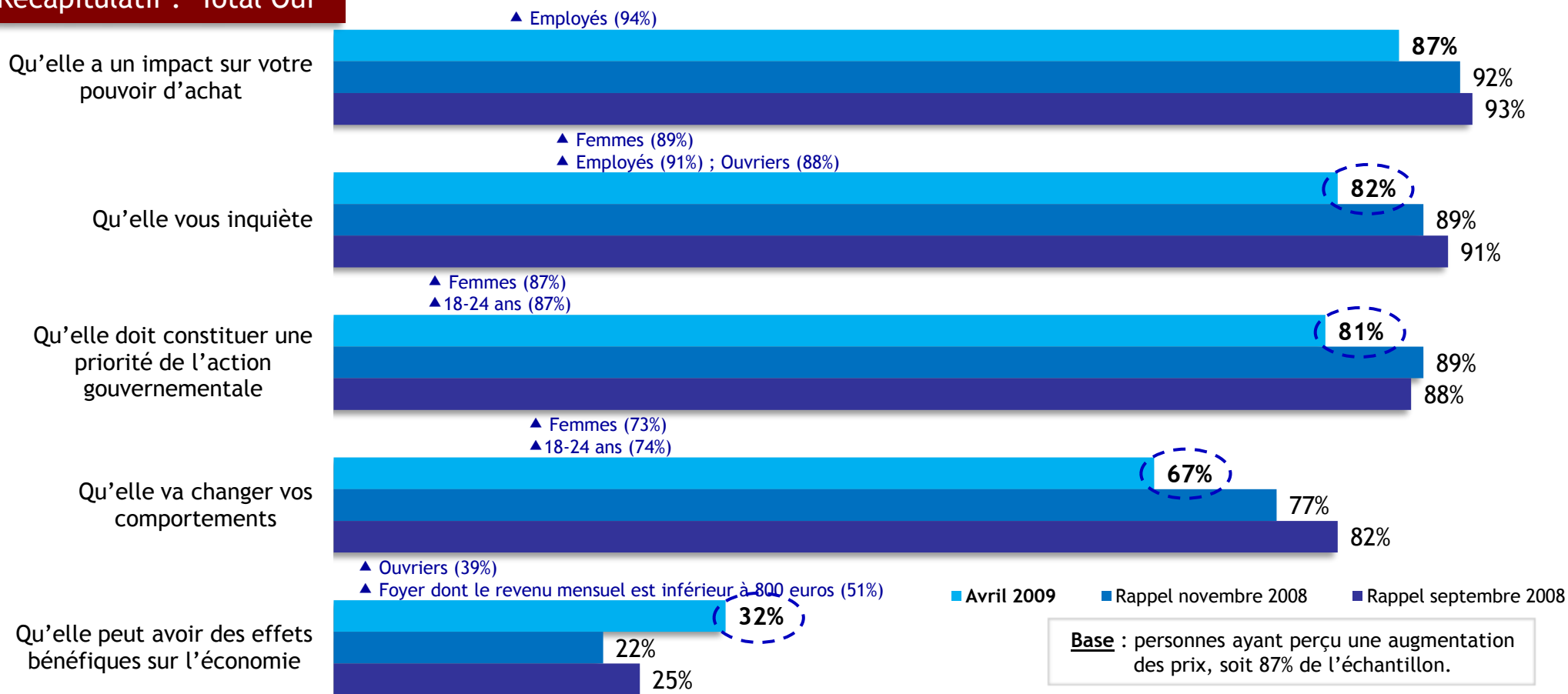
- ▲ Moins de 35 ans (51%)
- ▲ Professions libérales, cadres supérieurs (50%)
- ▲ Foyers dont le revenu mensuel est inférieur à 800 euros (60%)

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

Les opinions quant à la réalité de la désinflation en France apparaissent mitigées. 59% des Français estiment que la France ne connaît pas actuellement une période de désinflation. 27% d'entre eux jugent même que ce terme ne s'applique « pas du tout » à la situation de l'économie de l'Hexagone. A l'inverse, seuls 12% déclarent qu'il la décrit « tout à fait ».

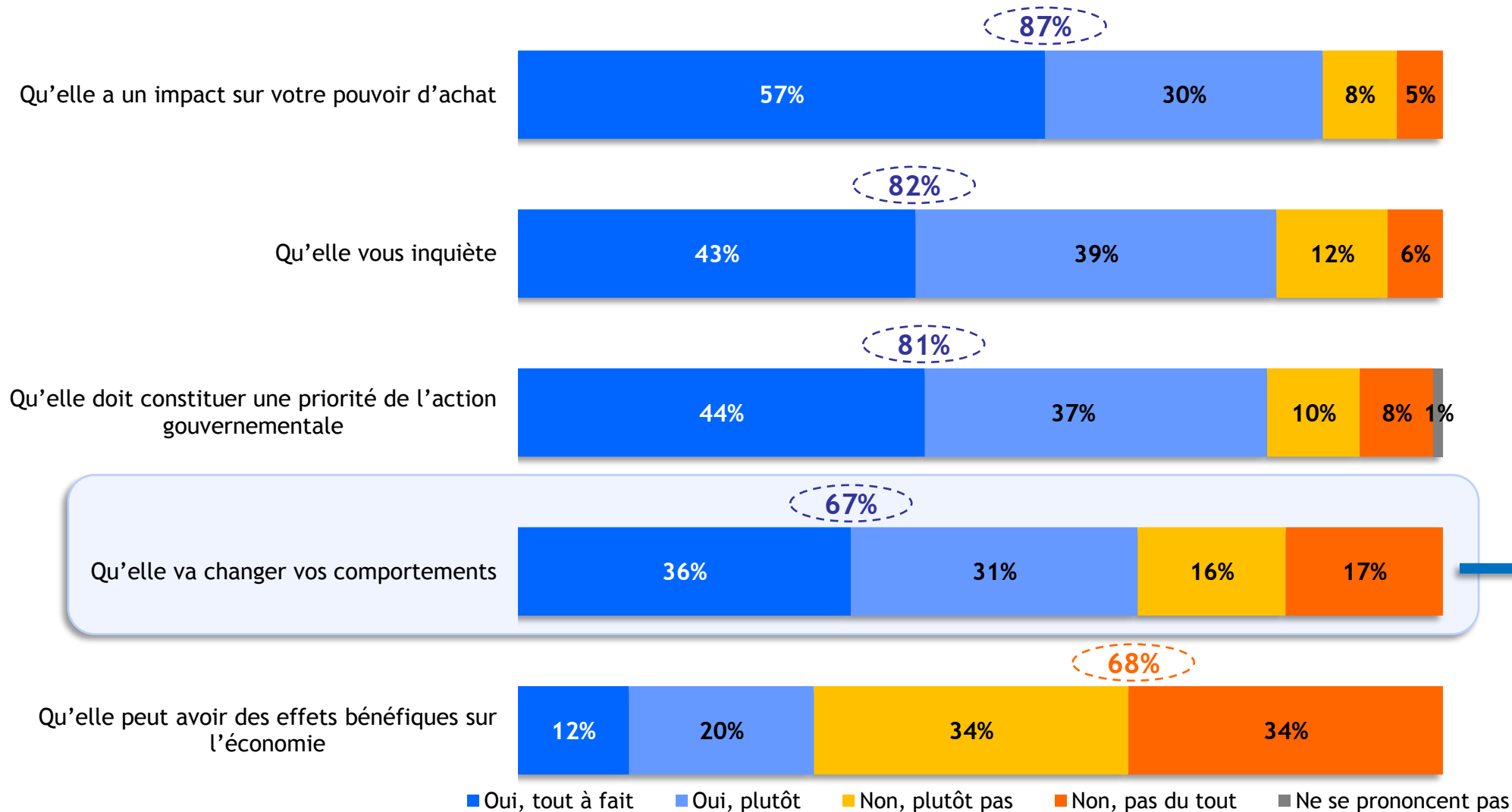
Question : Et diriez-vous de cette inflation... ?

Récapitulatif : Total Oui



Bien qu'il diminue de manière significative, le niveau d'inquiétude vis-à-vis de l'inflation demeure très largement majoritaire (82%, -7 points par rapport à novembre) et encore plus marqué parmi les catégories populaires. De la même manière, son impact sur le pouvoir d'achat apparaît moins reconnu bien que très partagé (87%, -5 points), tout comme son inscription sur l'agenda gouvernemental de manière prioritaire (81%, -8 points). La propension à changer ses comportements face à l'inflation diminue très fortement (-10 points par rapport à novembre, -15 points par rapport à septembre). Enfin, dorénavant, un tiers des Français (32%, +10 points) estime que l'inflation peut avoir des effets bénéfiques sur l'économie.

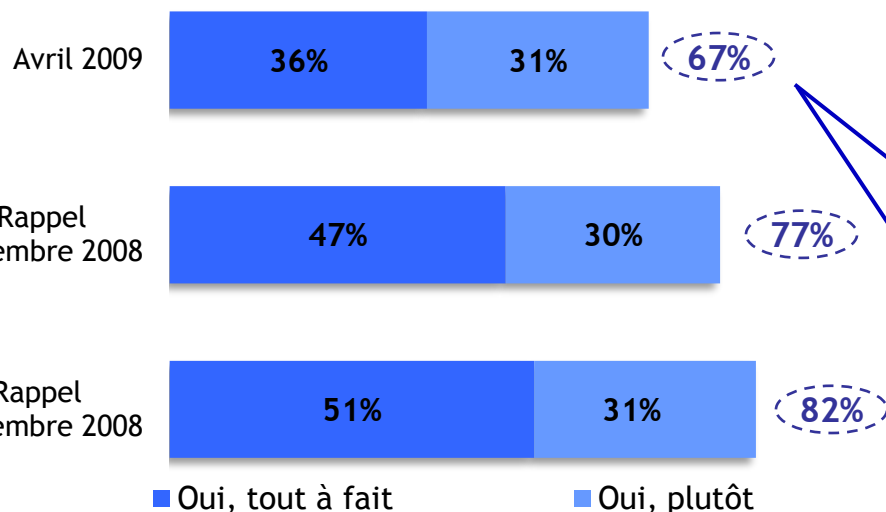
Question : Et diriez-vous de l'inflation.. ?



Base : personnes ayant déclaré que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois, soit 87% de l'échantillon.

Un changement anticipé de comportement qui sanctionne toujours avant tout les dépenses

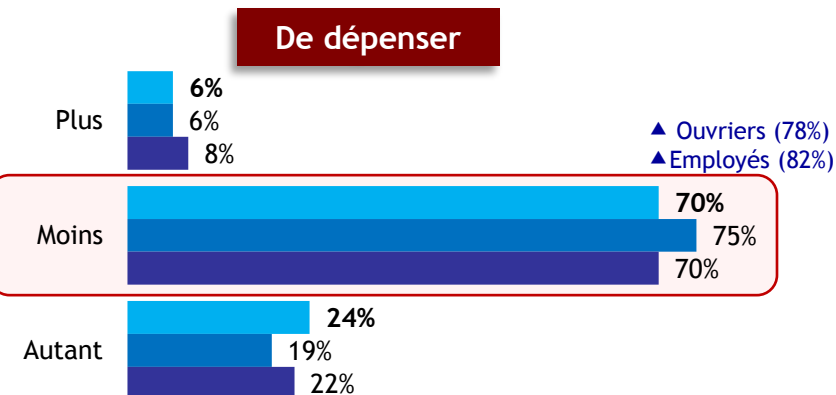
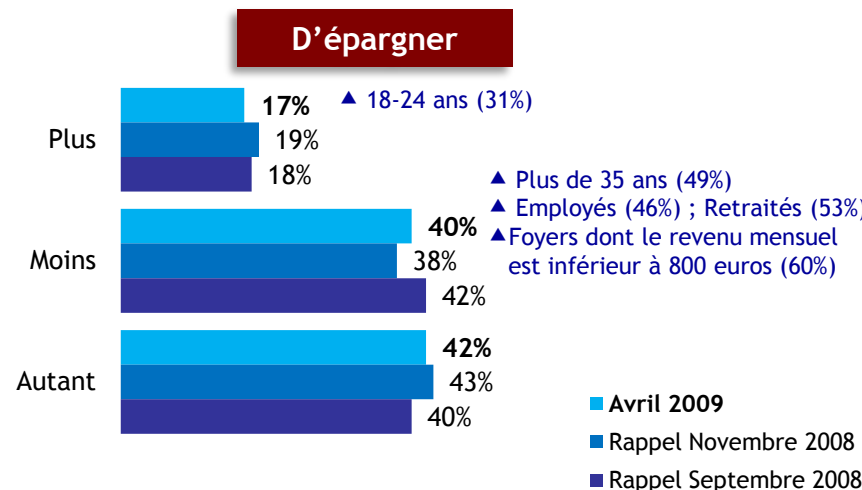
Question : Et diriez-vous de l'inflation qu'elle va changer vos comportements ?



Base : personnes ayant déclaré que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois, soit 87% de l'échantillon.

Si la proportion de Français envisageant de changer de comportement face à l'inflation diminue fortement, les actions prévues demeurent identiques. Elles se concentrent en premier lieu sur une intention de moins dépenser (70%), encore plus marquée au sein des catégories populaires. Concernant l'épargne, un changement de comportement est moins envisagé, en adéquation avec les résultats des vagues d'enquête précédentes. 40% des personnes interrogées déclarent toutefois avoir l'intention d'épargner moins, cette option recueillant, là encore, davantage de suffrages chez les catégories les moins aisées, ce qui atteste de la contraction du pouvoir d'achat parmi cette population.

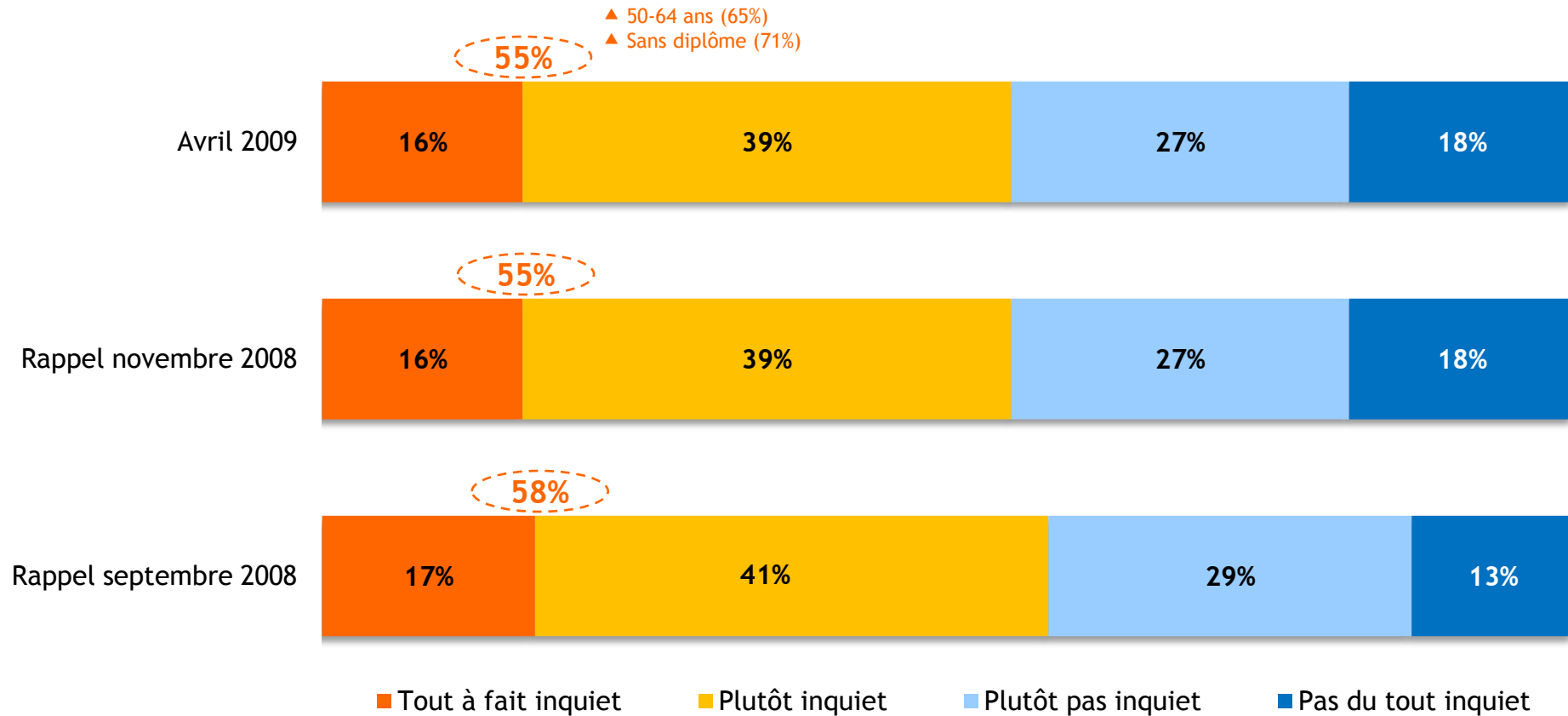
Question : Vous m'avez dit que cette augmentation des prix va changer vos comportements. Avez-vous l'intention... ?



Base : personnes ayant déclaré que l'augmentation des prix les incitait à changer leurs comportements, soit 58% de l'échantillon.

Le niveau d'inquiétude sur ses propres placements se révèle très stable et majoritaire

Question : Et en pensant à l'impact de l'inflation sur vos placements, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet ?



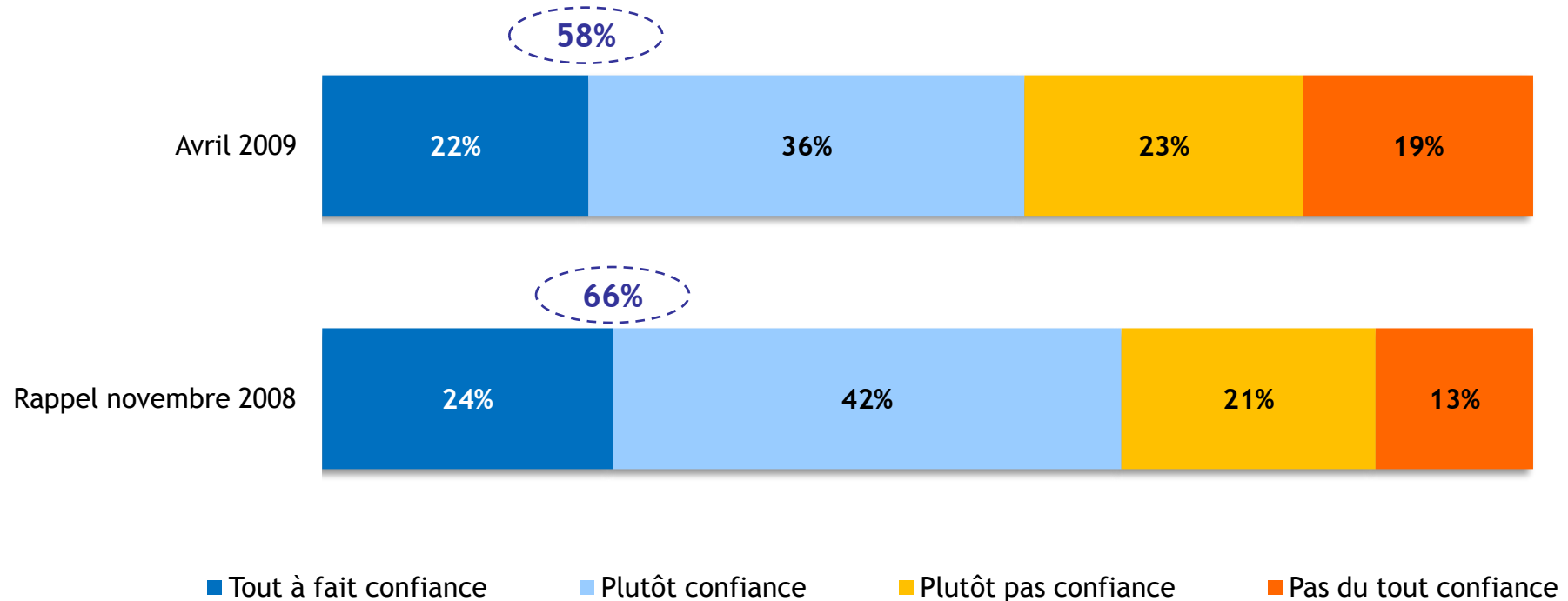
Base : personnes détentrices de produits financiers, soit 90% de l'échantillon.

Dans le contexte de crise financière, le niveau d'inquiétude des Français concernant l'impact de l'inflation sur les placements varie peu. Il se révèle majoritaire, 55% des personnes interrogées et détentrices de produits financiers se déclarant inquiètes concernant l'impact de l'inflation sur leurs placements.

Une confiance à l'égard des banques en net recul bien que toujours majoritaire

Question :

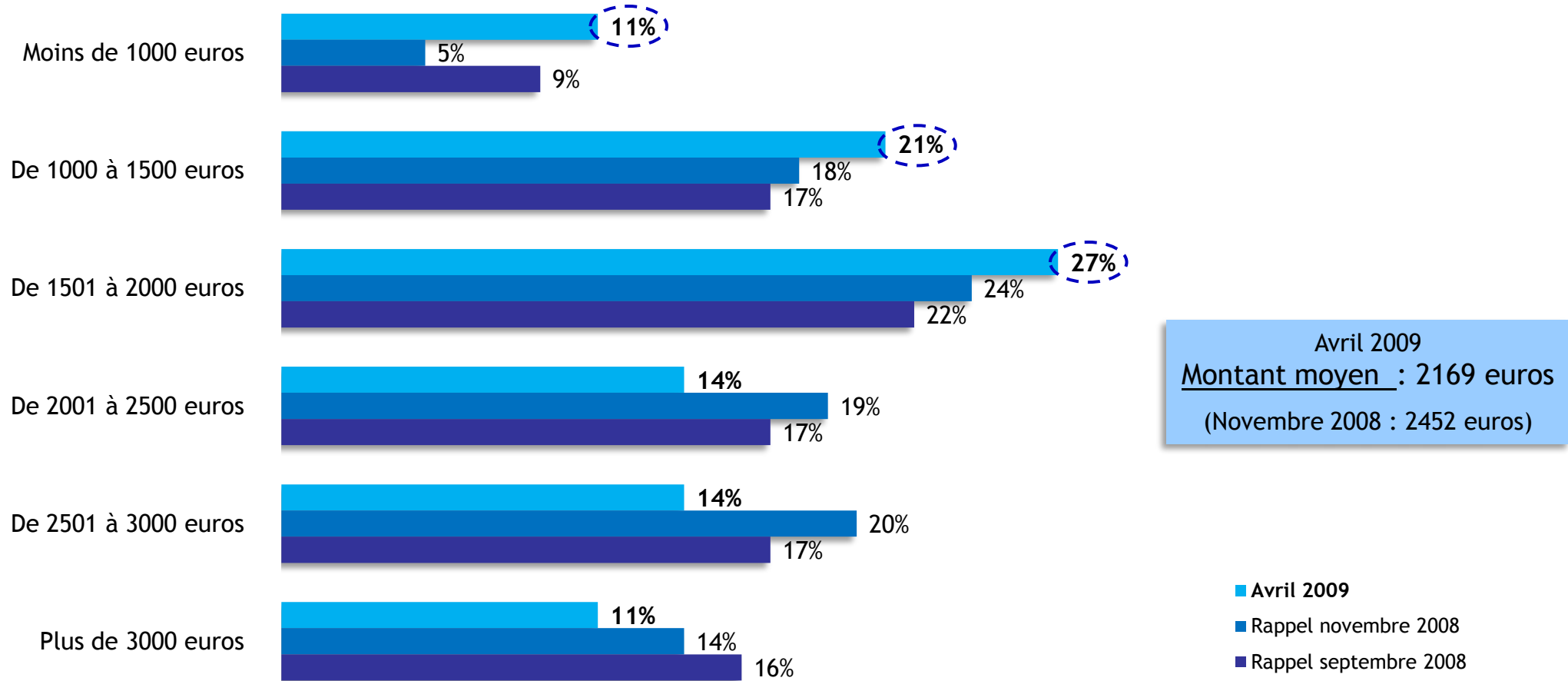
D'une manière générale, faites-vous confiance ou non à votre banque pour vous conseiller dans les placements que vous envisagez dans les douze prochains mois ?



Conséquence directe des différents scandales touchant de près ou de loin le secteur bancaire, la confiance à l'égard des établissements s'effrite par rapport aux résultats enregistrés en novembre dernier (-8 points). Cependant, une majorité de Français (58%) continue à accorder sa confiance à sa banque pour conseiller dans les placements envisagés dans les douze prochains mois.

L'estimation du minimum vital pour faire vivre une famille de quatre personnes recule nettement

Question : Quelle somme - en euros - faut-il par mois à votre avis pour faire vivre une famille de quatre personnes dans votre localité ?



L'estimation de la somme pour faire vivre une famille de quatre personnes diminue très nettement par rapport à novembre 2008. 59% des personnes interrogées estiment ainsi qu'un revenu inférieur à 2000 euros s'avère suffisant (+12 points). Le montant moyen s'établit ainsi à 2169 euros pour cette vague d'avril (contre 2452 euros en novembre).
Sans surprise, la somme estimée nécessaire par les habitants de l'agglomération parisienne (2521 euros) dépasse largement cette moyenne.